

Communiqué de presse

Berne, le 15 mai 2013

Pour plus d'informations :

Bernhard Ludwig, président de l'Union du Commerce et de l'Industrie, tél. : 079 354 74 42

Adrian Haas, directeur de l'Union du Commerce et de l'Industrie, tél. : 079 717 24 24

DE : Roberto Colonello, responsable suppl. Communication chez economiesuisse, tél. : 078 806 36 96

FR : Christina Gaggini, directrice romande d'economiesuisse, tél. : 078 781 82 39

UCI et economiesuisse : un engagement commun pour une place économique attractive

À l'occasion de l'assemblée générale annuelle de l'Union du Commerce et de l'Industrie du canton de Berne (UCI) à Moutier, Bernhard Ludwig, président de l'UCI, a passé en revue les priorités politiques de l'organisation économique cantonale. Il a montré que des mesures s'imposent tout particulièrement dans le domaine des finances : elles doivent être efficaces et créer une marge de manœuvre pour des réductions d'impôt. C'est à cette condition que le canton de Berne restera économiquement attractif et progressera en comparaison intercantonale. Le renforcement de la place économique est aussi la grande préoccupation de Rudolf Wehrli, président d'economiesuisse, invité à s'exprimer dans le cadre de cette manifestation.

Les représentants des deux grandes organisations économiques de la Suisse (economiesuisse) et du canton de Berne (UCI) ont souligné leur unité de vue en ce qui concerne l'amélioration des conditions-cadre des entreprises. Les exigences figurant dans les priorités de l'UCI (renforcer la formation, améliorer la desserte en matière de transports, garantir l'approvisionnement énergétique et baisser les impôts) peuvent être combinées avec les objectifs formulés par economiesuisse au niveau national. C'est également pour cette raison que Rudolf Wehrli tient tant à intensifier la collaboration de l'organisation faîtière suisse avec les Chambres cantonales de commerce et d'industrie. Seul un engagement conjoint des organisations économiques nationales et cantonales permettra d'améliorer l'ensemble des conditions-cadre économiques sur la durée.

Lors de sa visite à Moutier, Rudolf Wehrli, président d'economiesuisse, a souhaité rencontrer des représentants de PME locales et régionales. Ces entretiens ont montré clairement que le libre accès à de nouveaux marchés est essentiel pour de nombreuses entreprises industrielles du Jura bernois, tout comme pour l'ensemble des entreprises exportatrices. Dans ce contexte, les accords de libre-échange, notamment celui avec la Chine, constituent un facteur décisif, a déclaré Rudolf Wehrli lors de son intervention, focalisée sur la réorientation des entreprises exportatrices. Il importe toutefois de veiller à ce « que la qualité des accords prime la quantité ». economiesuisse et l'UCI s'opposent toutes deux à une surréglementation et demandent de renoncer à de nouvelles restrictions de l'activité entrepreneuriale, comme un salaire minimum légal et d'autres mesures similaires. Un autre point commun est le souhait de renforcer le système dual de formation et les formations MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles, technique) pour lutter contre la pénurie de spécialistes. Dans ce domaine, des projets concrets, comme la manifestation tunBern.ch dédiée à la technique et aux sciences naturelles, qui vient de fermer ses portes à Berne, sont très importants.

Au niveau cantonal, l'UCI juge prioritaire de poser des jalons en matière de politique financière. En effet, le budget cantonal n'est plus équilibré, faute d'avoir réagi à temps. L'examen des tâches en cours doit aboutir absolument à de vraies mesures d'économie. Et ce d'autant plus que d'autres charges viendront s'ajouter aux déficits actuels du canton (assainissement des caisses de pension, etc.). « Des économies de 400 millions de francs ne suffiront pas à remettre de l'ordre dans les finances du canton de Berne », a déclaré Bernhard Ludwig, président de l'UCI. Il faut par ailleurs créer une marge de manœuvre pour des baisses d'impôt, car le canton de Berne devient peu à peu un enfer fiscal et figure parmi les cantons fiscalement les moins attractifs.